

Les guerres

"LE CAPITALISME PORTE EN LUI LA GUERRE COMME LA NUEE PORTE L'ORAGE " (Jaurès)

225 000 jeunes d'une vingtaine d'années sont actuellement sous les drapeaux, en France. Si l'on demandait à ces jeunes pourquoi, selon eux, l'Etat tient à avoir un si grand nombre de gens parmi la population à qui il apprend à manier les armes, à qui il apprend aussi l'obéissance à la patrie, on aurait sans doute bien des réponses naïves. Pour certains, que l'armée soit pour moitié à peu près composée de conscrits est un gage de démocratie. Pour d'autres, c'est un bon moyen d'apprendre un métier. Pourtant, l'armée a une fonction bien précise, c'est de faire la guerre, et le service militaire celle d'apprendre à la faire à des centaines de milliers de gens qu'on peut ensuite garder en réserve.

Mais faire la guerre, quelle guerre ? Et contre qui ? Si on cherche dans l'histoire officielle, on ne voit pas vraiment de guerre où la France soit spécialement impliquée, sauf bien sûr les guerres mondiales.

Alors l'état-major serait-il si bête qu'il ne se serait pas aperçu qu'il n'y a plus de guerre depuis bientôt cinquante ans ? Non, malheureusement des guerres, il y en a eu, et il y en a encore. Mais nos gouvernants ont su n'en laisser que peu de traces dans nos mémoires. Dans le monde capitaliste, pour qu'il y ait guerre, il faut qu'il y ait déclaration en bonne et due forme, sinon, c'est une simple opération de police ou de maintien de l'ordre, comme cette opération qui, en Algérie, a fait au total des deux côtés pas loin d'un million de morts.

La France, nous dit-on, c'est le pays des droits de l'homme. Elle reconnaît le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et ne s'ingère pas dans leurs affaires : si ce n'est pour leur bien ou avec leur accord. Et si elle se bat, c'est pour la paix.

Jamais on ne nous dira ce qu'est la puissance financière, économique et militaire de la France qui permet à des sociétés comme Elf d'être la première entreprise française, capable de

faire 10 milliards de bénéfiques en un an, en vivant sur du pétrole soutiré à des pays africains, où la population doit survivre avec une moyenne de 2 ou 300 F par mois. Jamais on ne nous dira que des milliers de soldats français sont en permanence sur le pied de guerre à travers l'Afrique, prêts à se battre pour les intérêts de ces sociétés. Jamais on ne nous dira que cette armée y a fait la guerre près de 20 fois depuis 30 ans. Tout au plus entend-on parfois quelques mots sur ce qu'on appelle "nos ressortissants", et que "nos soldats" doivent évacuer à cause de quelques "troubles".

Pour les grosses entreprises, il n'y a pas de frontières à l'exploitation. Les entreprises françaises exploitent directement près de 2 millions de travailleurs à travers le monde. Par le biais des dettes et d'autres soi-disant accords, les banques françaises tirent profit de la sueur et du travail de millions d'autres personnes encore.

A peu de choses près, ces pays où prospèrent les grands trusts français comme Elf, Bouygues ou Thomson, et d'autres moins gros sous leur protection, ces pays recourent la vieille carte coloniale.

Le colonialisme, a connu deux grandes périodes. La première a consisté au lendemain de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, en 1492, à installer des comptoirs qui étaient en fait des bases militaires et commerciales aux endroits stratégiques de la planète nouvellement découverte. La seconde, nous concerne bien plus directement car nous ne sommes pas vraiment sortis de cette époque. Pas seulement parce que la carte du monde pauvre recoupe très exactement celle de cette deuxième colonisation, mais aussi parce que cette colonisation s'est faite très récemment, à très grande échelle cette fois, en envahissant des territoires entiers, en y introduisant les méthodes de l'Etat bourgeois et le type d'économie capitaliste.

Il y a un siècle exactement, la France était engagée dans une véritable course de vitesse pour dépecer la moitié de l'Afrique à une vitesse effrénée. Pendant que la conquête de l'Indochine se terminait, la France s'emparait du Maghreb, du Sahara, de la majeure partie de l'Afrique de l'Ouest, d'un immense morceau de l'Afrique centrale, du Tchad jusqu'au Congo, ainsi que de Madagascar. C'était donc un siècle après, après et pas avant, la révolution de 1789 et ses beaux principes. Ce n'est pas d'aujourd'hui que le capitalisme, ce sont des paroles d'autant plus belles que les actes sont plus odieux.

Cet empire colonial, les capitalistes français l'ont acquis pour une bouchée de pain. D'après l'intendant général du corps expéditionnaire en Algérie, les dépenses de la marine et de la guerre pour la prise d'Alger auraient été de 48 millions de francs. Or rien que les lingots d'or et d'argent du trésor de la Casbah volés et fondus ensuite à Paris ont rapporté pratiquement cette somme (82 % exactement). L'occupation de la Cochinchine (1860-1868) aurait coûté 134 millions, celle de l'Annam et du Tonkin (1877-1889) 146 millions. Celle de la Tunisie (1881-1886) 133 millions. Celle de Madagascar (1885-1901) 291 millions, celle de l'Afrique noire environ 150 millions. Au total, on parvient à peu près à 1 milliard de francs, c'est-à-dire à peine 3 années de subventions aux compagnies privées de chemins de fer à l'époque.

En 1900, une loi fut rédigée qui stipulait que les colonies ne devaient rien coûter à la métropole, et que toutes les dépenses devaient être rentabilisées sur place. Pour donner une idée du prix que cela a signifié pour la population, on peut donner quelques exemples. Pour la construction du chemin de fer Congo-Océan, au Congo français, 130 000 Africains furent réquisitionnés. La construction des 500 km de lignes signifia la mort de 20 000 d'entre eux.

Les dégâts humains furent sans doute du même ordre de grandeur sur le chantier du Dakar-Niger en Afrique de l'Ouest. Un journaliste de l'époque, Albert Londres écrit, à son propos : "Le train court sur 1200 km de voie. Il joint l'Atlantique au Niger, puis il s'arrête. Les routes ou les fleuves feront le reste. 1200 km. Le plus grand des travaux que nous ayons accompli en Afrique Noire. Pour celui qui tiendrait à ne pas être ingrat, saluer ce chemin ne serait pas un geste suffisant. Il faudrait emporter des caisses d'immortelles avec soi et semer sur le parcours ces fleurs séchées. On serait sûr de la sorte d'honorer à chaque traverse la mémoire d'un nègre tombé pour la civilisation." Un mort par traverse...

Eh bien pendant ce temps à Paris, que disait-on ? Personne ne dénonçait quoi que ce soit. Bien au contraire en 1892, on voit un parti colonial qui ose se présenter comme tel et qui obtient 94 députés. C'est que la bourgeoisie, les patrons, tous les intellectuels à son service, ont trouvé les mots qu'il faut, non seulement pour justifier les entreprises coloniales mais même pour se faire élire ouvertement sur ce programme. Quelles étaient ces justifications ? La France, disait-on, avait une mission "humanitaire". Elle luttait contre les maladies, contre la lèpre, contre l'esclavage, contre l'excision, contre le féodalisme, etc. Sa mission était une mission de civilisation. Voilà ce qu'on entendait à longueur de journée. Les choses n'ont pas beaucoup changé depuis...

Mais derrière ces discours, quels étaient donc les intérêts ? Il nous suffit d'analyser qui composait les différents "Comités de l'Afrique Noire française", ou le "Comité de développement du Maroc". On y trouve Jaluzot, fondateur du Printemps, Gautsch, son gendre, Peytel, président de la raffinerie Say, et du chemin de fer de l'Ouest algérien, Jules Charles-Roux, président la Société marseillaise de Crédit, et de la Compagnie Transatlantique, le représentant de la Compagnie des Batignolles, de Schneider, etc.

La France est ainsi restée pendant plus d'un siècle la deuxième puissance coloniale et quasiment la seule de cette taille avec l'Angleterre. Ce qui lui permettait d'intervenir dans toutes les opportunités commerciales, financières, mais aussi politiques, militaires ou religieuses.

Nombre des plus grands groupes actuels qu'on trouve en France, se sont forgés sur le capital des affaires coloniales. En 1900, les ciments Lafarge sont créés en Afrique du Nord, avec 4 cimenteries en Algérie. En 1899, Schneider et Paribas constituent la Compagnie Marocaine. A partir de celle-ci, on trouve des affaires petites ou moyennes : Pennaroya, pour les mines, Saupiquet pour les sardines. Au Niger, la banque de Paris et des Pays-Bas, la Compagnie Générale des colonies, derrière laquelle on trouvera plus tard les Batignolles, les Grands Travaux de Marseille, Neyrpic, etc.

Mais la plus belle réussite du capital colonial a sans doute été Suez. Au départ, cette grande banque financière a pour origine la Compagnie universelle du canal maritime de Suez. Cette compagnie, avait été créée pour percer l'isthme en question, et exploiter le canal entre la Mer Rouge et la Méditerranée. Il faudra attendre 1956 pour voir le canal de Suez nationalisé par Nasser.

La réaction française ne fait pas dans le détail. Avec l'appui des troupes britanniques, la guerre est déclarée à l'Egypte. L'aviation franco-britannique cloue au sol l'armée de l'air égyptienne puis commence le bombardement des grandes villes égyptiennes, par des avions basés à Chypre : Le Caire, Ismaélie, Suez et Port-Saïd sont touchés. A l'ONU, les Etats-Unis donnent leur avis : ils sont contre l'intervention. Cela n'empêche pas les troupes franco-britanniques de débarquer en Egypte. Les paras français occupent Port-Saïd le 5 novembre 56.

En France, pour justifier la guerre, la presse se lamentait sur le sort des petits actionnaires lésés par la nationalisation. Mais elle passait sous silence le fait que Nasser avait proposé de les indemniser à la valeur des actions de 1956. Le ministre des Affaires étrangères, qui était un socialiste Christian Pineau, déclarait : "456 000 actions sont détenues par 80 000 porteurs français, qui ne sont pas tous de gros porteurs, puisque la moyenne est de moins de 6 actions pour chacun." En fait chaque action valait 98 000 francs, soit 4 mois de salaire d'un ouvrier. L'autre argument ne va pas nous étonner non plus. Celui de Guy Mollet, cet autre socialiste à l'Assemblée. Il qualifiait Nasser de nouvel Hitler : "Nous n'admettons pas qu'un dictateur commette une violation grossière de la morale internationale au mépris du droit des gens." D'autres encore dénonçaient le "fanatisme musulman", comme France-Soir ou Ouest-France.

Cette guerre du canal de Suez tourne court, car les deux grands en avaient décidé autrement. Mais la compagnie de Suez s'en sortit fort bien quand même. En 1958, elle change de nom : elle s'appelle Compagnie Financière de Suez et en 1960, elle se reconvertit grâce à l'argent frais récupéré à la place du canal et elle multiplie et diversifie les secteurs d'investissement.

Aujourd'hui, Suez est l'un des premiers groupes financiers français dont la puissance n'est pas seulement dans son propre capital, mais peut-être bien plus encore dans ses participations financières ou de ses dirigeants dans un très grand nombre d'entreprises en France. Officiellement, la Banque d'Indosuez est la 9ème banque française avec un bénéfice de 800 millions de francs (1991). Mais la Henin, Sofinco, la CGM, le Crédit Foncier de Monaco, la BFC Océan Indien, toutes ces banques, c'est également Suez. Au total, le groupe est implanté dans plus de 50 pays, et emploie 16 000 personnes. Tout se passe comme si l'ancienne Compagnie du canal s'est reconvertie en une banque multinationale dont la spécialité reste les anciennes colonies, l'Asie, le Moyen-Orient, l'Amérique latine.

La guerre de Suez de 1956 nous rappelle étrangement la récente guerre contre l'Irak où l'on a vu, une fois de plus ce que valaient les soi-disant moyens d'information dès que les intérêts des grands groupes capitalistes sont directement en cause.

Encore cette guerre-là n'a duré que quelques jours, et elle n'a coûté que 30 morts aux Américains, 6 aux Anglais et 2 à la France. C'est sans doute pourquoi les impérialistes ont réussi cette fois à faire croire que c'est seulement contre les autres peuples que ces guerres-là se font. Mais la population irakienne, elle, a dû avoir 50 000, 100 000 ou 150 000 morts, on ne sait pas, et le conflit a quand même coûté 60 milliards de dollars, la moitié du coût de la guerre du Viet-Nam qui, elle, avait duré de 1964 à 1973.

Mais ce qui coûte le plus cher, ce qui n'est même pas chiffrable dans ce genre de guerre, c'est l'image que donne la population, les travailleurs, les ouvriers français ou américains quand ils laissent faire de telles choses. On l'a vu malheureusement une fois de plus en 1991, lors de la guerre du Golfe. Il n'y a plus grand monde dans ces moments-là pour prendre le parti des pauvres, des opprimés. Plus grand monde pour résister au déferlement de la propagande. Tous les moyens étaient mobilisés pour nous répéter que Saddam Hussein était le nouvel Hitler, que sa puissance menaçait le monde, et globalement la population travailleuse des pays riches a laissé dire et laissé faire.

Pourtant, une autre politique était possible. On l'a vu aussi. Malheureusement, ce sont des ennemis des travailleurs qui l'ont proposée. S'opposer à l'agression impérialiste, prendre le camp des pauvres, ce sont des courants islamistes qui l'ont fait et qui d'ailleurs ont été suivis,

puisque des manifestations contre la guerre ont commencé à déferler dans de nombreuses capitales arabes.

La guerre contre l'Irak a beau n'avoir fait que 2 morts côté français, elle est de la même nature que la guerre d'Algérie qui d'ailleurs n'a jamais été déclarée officiellement comme telle et qui a coûté la vie à 24 000 soldats, surtout des jeunes du contingent, faisant également 65 000 blessés, entre 1954 et 1962, côté français. Cette guerre allait coûter aux Algériens entre 6 et 700 000 morts.

L'absence de réaction solidaire de la classe ouvrière française nous coûte aujourd'hui le racisme qui intoxique la classe ouvrière et que peuvent exploiter nos patrons en nous divisant. En pesant d'abord fortement sur la main d'œuvre immigrée, en particulier d'ailleurs algérienne d'une façon qui aurait dû être révoltante, mais que les organisations syndicales ou politiques et que la classe ouvrière elle-même a laissé faire, le patronat a préparé le terrain à un deuxième assaut, qu'il a mené à son avantage, avec le démarrage de la crise à la fin des années 70. Et cette fois, c'est bien la classe ouvrière française qui s'est mise à rejoindre les conditions de travail précaires, les salaires bas, et finalement le chômage que connaissaient essentiellement les seuls immigrés auparavant.

Tous les grands pays impérialistes ont utilisé leur puissance pour attirer une partie des travailleurs des zones qu'ils dominent et les exploiter dans leur propre pays. L'intérêt est évident. En s'appuyant sur les préjugés racistes, en s'appuyant aussi sur des préjugés coloniaux, on va y revenir, en obligeant ces travailleurs à se retrouver dans des conditions illégales -il suffit pour cela d'une loi- on parvient à leur faire accepter des conditions et un niveau de vie bien en dessous de celui pratiqué en moyenne dans le pays riche. Ensuite, il n'y a plus qu'à faire le chantage à la classe ouvrière de ce pays, ou l'on fait partir ces travailleurs mais il faut les remplacer aux mêmes conditions ; ou il faut accepter leur présence telle que. Dans la pratique, on fait les 2 à la fois. Au total les 12 pays les plus riches du monde (OCDE, 1990) ont aujourd'hui une population de 45 millions d'habitants d'origine étrangère.

Qu'il s'agisse de l'attitude à avoir vis-à-vis des travailleurs immigrés, ou qu'il s'agisse de l'attitude à avoir lors d'une guerre que mène notre propre impérialisme contre des pays plus pauvres, les travailleurs sont intoxiqués, empoisonnés par la même idée : l'idée qu'ils ont plus intérêt à fermer les yeux et à laisser faire, qu'à réagir et à protester. L'idée peut-être aussi qu'il vaut mieux appartenir à une grande puissance comme l'est la France, que c'est une garantie.

Il faut dire que ces idées-là ont été véhiculées pratiquement par toutes les organisations syndicales et politiques de l'histoire de la classe ouvrière. Dans le meilleur des cas, quand certaines organisations d'extrême-gauche ont protesté comme du temps des colonies, c'était contre le côté excessif de la colonisation, pas contre la colonisation elle-même. De même que lors de la guerre du Golfe, le Parti communiste n'a pas choisi la défaite de la France face à Saddam Hussein, il a juste protesté contre l'envoi des troupes là-bas.

La France donne d'elle-même l'image d'une terre de liberté, de havre de paix ou de terre d'asile pour les réfugiés politiques. Les Etats-Unis se donnent pour image d'être un pays qui se bat pour les libertés partout sur la planète. L'image que parvient à donner de lui-même l'impérialisme est en proportion de sa puissance.

Mais le mensonge est exactement dans les mêmes proportions aussi. L'illusion américaine est sans doute le plus grand mensonge sur terre aujourd'hui. Illusion de paix, illusion de démocratie, illusion de prospérité

Illusion de démocratie d'abord. Les Etats-Unis réussissent le prodige de donner l'image de la plus belle, de la plus grande des démocraties alors que c'est peut-être le pays qui écarte le plus de gens de la participation aux élections. Près de 50 % des Américains, les plus démunis, les plus pauvres, les plus éloignés des soi-disant bienfaits du système ne votent jamais dans ce soi-disant modèle de démocratie.

Illusion de prospérité aussi : il a suffi que quelques brigands aient réussi, au siècle dernier, par le vol et la violence à se faire une place au soleil pour que l'image du self-made-man et l'idée que quiconque peut devenir milliardaire traînent toujours à propos des Etats-Unis. Mais la réalité c'est que les Etats-Unis est l'une des plus grandes fabriques de gens pauvres sur terre, à côté certes d'une opulence souvent choquante. En 1970, il y avait aux USA 22 millions de gens considérés comme pauvres, c'est-à-dire disposant de moins de 1000 F par mois et par personne. 20 ans plus tard, en 1990, ils sont 10 millions de plus. 3 millions de gens vivent sans abris aux USA, et 7 millions de chômeurs sur les 10 millions qui existent ne perçoivent aucune allocation. Le pouvoir d'achat du salaire minimum a baissé d'un quart, 25 %, ces dix dernières années. Enfin, on estime à 500 000 le nombre d'enfants qui travaillent dans des conditions illégales, essentiellement des enfants d'immigrés travaillant dans l'agriculture.

Les Etats-Unis sont la première puissance mondiale, c'est vrai. Si l'on considère par exemple le produit intérieur brut, il devance le Japon, l'URSS, l'Allemagne et la France. Et c'est vrai de beaucoup. A eux seuls, les USA pèsent économiquement autant que les 4 suivants réunis. Mais le développement de cette prospérité se fait selon les règles capitalistes et impérialistes c'est-à-dire dans l'inégalité, l'injustice, l'oppression, la domination. Aujourd'hui 1 % des Américains possède plus que 90 % des Américains. C'est-à-dire que 800 000 familles possèdent plus que 80 millions de familles.

Illusion de paix, surtout. Depuis qu'ils sont devenus la première puissance mondiale, depuis la première guerre mondiale, qui a vu la première place anglaise s'écrouler, les armées ou les armes américaines sont impliquées dans d'innombrables conflits et ces conflits n'ont jamais autant coûté en vies humaines, en destructions massives ou en sueur transformée en armes super sophistiquées. On a dit que les Etats-Unis sont le gendarme du monde. En admettant que ce monde ait effectivement besoin de gendarmes, ce n'est pas du tout ce rôle-là que jouent les USA. Leur rôle, c'est de défendre leur empire, leur système économique et la politique qu'ils ont définie dans son intérêt ou ceux de leurs alliés.

C'est pour cela que les Etats-Unis n'ont pas envoyé un seul soldat pour faire le gendarme contre les atrocités des adversaires yougoslaves au bout de deux ans. Mais s'ils le décident, ils sont capables comme ils l'ont fait au Vietnam d'envoyer 3 millions d'hommes pendant 9 années. Mais à l'époque, il s'agissait de défendre leur politique de "containment", à savoir interdire à la puissance soviétique d'avoir un seul km carré de plus gouverné par des amis à elle.

La plupart du temps, les Etats-Unis n'ont besoin que de menacer et de hausser le ton. Mais derrière les mots, ils disposent d'une force impressionnante prête à intervenir. Ils entretiennent une armée d'un million d'hommes en dehors de leur territoire à travers 430 bases différentes disposées dans 50 pays. Et il faut ajouter à cette armée un autre million de soldats sur le territoire américain. Au total, 280 milliards de dollars y sont engloutis annuellement.

Cet argent, cette puissance, on a pu voir récemment l'efficacité que les Etats-Unis sont capables de leur donner quand ils le décident, lors de l'invasion du Koweït par l'Irak. Parce

que les intérêts des trusts du pétrole étaient en jeu. En quelques jours, l'Irak, présentée comme la nouvelle puissance mondiale a été matée, écrasée, humiliée.

Mais quelques années plus tôt, lorsque le même Irak avait cette fois commencé à envahir l'Iran, les Etats-Unis ont laissé faire, voire encouragé Saddam Hussein. Cette guerre a été l'une des plus terribles de notre époque. Elle a peut-être fait 1 million de morts de chaque côté et elle a duré des années. Quand ils l'ont voulu, les Etats-Unis n'ont pas eu beaucoup de mal à convaincre les belligérants de la cesser. Mais il y avait alors des dégâts considérables, des millions de blessés, des millions de réfugiés et un nombre incalculable de destructions. Pourquoi les Etats-Unis n'ont-ils pas fait le gendarme plus tôt ? Parce qu'ils ont choisi d'entretenir au contraire ce conflit où s'affaiblissaient mutuellement deux puissances pétrolières qui ne lui obéissaient pas au doigt et à l'œil. Le Koweït, lui, est quasiment gouverné par les sociétés pétrolières américaines.

Alors, c'est la propagande des 800 000 Américains les plus riches que nous avons dans nos têtes, dans les écouteurs de nos baladeurs ou sur les écrans de télé de la planète entière quand nous entendons parler des Etats-Unis. Mais ce n'est finalement pas très différent de ce qui se passe en France, où à une échelle plus dérisoire, c'est très exactement le même système, avec les mêmes mensonges, qui fonctionne.

Depuis que le capitalisme existe, les guerres n'ont pas cessé. Au contraire, elles n'ont pas cessé de se perfectionner, de devenir plus vastes, d'engloutir plus de matériel, plus de territoires, plus de populations.

La guerre du Golfe, de janvier 91 ne doit pas faire illusion. S'il n'y a pas eu plus de morts, c'est que, en réalité, l'armée de Saddam Hussein n'était pas vraiment motivée pour se battre, et qu'elle a laissé passer l'orage.

Le capitalisme a commencé par des guerres coloniales, qu'il s'est interdit d'écrire officiellement, mais qui ont provoqué un recul économique définitif. Car ensuite, les puissances impérialistes utilisent leur avance dans tous les domaines pour profiter de cette situation et la maintenir, quitte à intervenir comme dans le cas de la guerre du Golfe contre quiconque remet en cause l'ordre, ou plutôt le désordre mondial.

Une fois le monde totalement partagé entre grandes puissances, vers 1905-1910, le capitalisme à l'ère impérialiste a inauguré une nouvelle forme de guerre, la guerre mondiale. En fait une guerre de repartage qui par la force des choses remettait en cause le monde entier. La venue d'une deuxième guerre de repartage en 39-45 a été accélérée par la crise qui a éclaté en 1929 au cœur du système à partir de la Bourse de New York et qui a touché la planète entière. Partout, l'appareil de production, les usines, les machines, se sont mis à tourner au ralenti, et il a fallu cette deuxième guerre pour qu'ils retrouvent leur plein régime.

Après la deuxième guerre mondiale, est survenue la guerre froide, entre les deux alliés temporaires, l'URSS et les Etats-Unis. Cette guerre qui a failli devenir chaude, et qui l'a même été dans le cas de la Corée, a quand même coûté à tous les peuples des montagnes d'armement qui ont été stockés.

Lorsque l'URSS a éclaté en une multitude d'Etats indépendants et que le danger d'une grande puissance concurrente du même ordre que la leur a disparu pour les Etats-Unis, les capitalistes ont prétendu que le danger de guerre était en train de s'évanouir. Mais il ne leur a

pas fallu un an pour devoir rappeler leur vraie nature, et cela a été la guerre du Golfe. On a vu la plus formidable concentration de troupes et de matériel de tous les temps.

Et puis, il y a en permanence un nombre considérable de conflits locaux , un peu de même nature que le conflit local qui a opposé l'Iran à l'Irak. "Le Monde" de janvier 93 en dénombrait une vingtaine en cours. Tous sont liés à la situation de pauvreté maintenue par l'exploitation impérialiste du monde.

Bien sûr on ne peut pas faire croire aux Iraniens, aux Irakiens, aux Palestiniens, aux Sri-lankais, aux Tchadiens, aux Angolais, aux Somaliens, aux Libanais, aux Kurdes, etc., que le monde est en paix. Mais à nous ici, on peut nous tenir ce discours. Jusqu'au jour où les trusts en décident autrement.

Anatole France disait au lendemain de la Première Guerre mondiale : "On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels et les banquiers." Aujourd'hui, on pourrait dire : "On croit que les guerres ne concernent que les autres, mais les trusts sont partout."

février – juin 1993